



PARTICIPATION DES CITOYENS AU PATRIMOINE

Répercussions sur les zones
urbaines défavorisées

Conseil de l'Europe – Stratégie 21

Résumé de l'atelier



La façon de concevoir le patrimoine appelle une réflexion profonde face aux problèmes pressants que rencontrent les zones urbaines marginalisées. Parmi les défis des quartiers pauvres ou des centres urbains en déclin, la relation entre le patrimoine au niveau local et les habitants présente des risques mais ouvre aussi des perspectives. Les initiatives descendantes et les politiques du patrimoine qui ne tiennent pas compte des habitants peuvent être source de spéculations et d'une aggravation des conflits. A contrario, la participation citoyenne apparaît comme une solution possible pour parvenir à des politiques du patrimoine propices à davantage d'inclusion et de bien-être dans les quartiers défavorisés. Depuis les initiatives d'autogestion jusqu'aux pratiques visant davantage de justice spatiale ou une meilleure inclusion des habitants dans une approche intégrée du patrimoine, le rôle des communautés locales revêt une importance cruciale dans les zones vulnérables.

Ces relations font l'objet des cinq études résumées dans la présente fiche. Les deux premières études traitent d'aspects sociaux du patrimoine : (1) Production sociale du patrimoine et (2) Patrimoine dans les espaces urbains marginaux. La troisième s'intéresse aux (3) aspects financiers et à la pérennité du patrimoine en s'appuyant sur de nouvelles stratégies de financement mises en place au sein de structures de gestion du patrimoine confiées à la population locale. Les deux dernières sont consacrées aux relations entre (4) connaissance et patrimoine et entre (5) patrimoine et espace public.

PRODUCTION SOCIALE DU PATRIMOINE CULTUREL POUR LA DIGNITÉ DES BANLIEUES

Carlo Cellamare, Professeur à l'université de Rome « La Sapienza », Italie

On associe généralement le concept de patrimoine culturel aux villes qui possèdent une tradition culturelle et dont l'histoire s'est écrite par strates. Il se rapporte plus particulièrement aux centres historiques et aux contextes urbains d'une certaine « valeur » architecturale et d'un certain « prestige ». Les organes vitaux de la ville sont pourtant bien les banlieues, contextes qui présentent les dynamiques les plus intéressantes. Bien que caractérisées par de graves problèmes sociaux, elles n'en sont pas moins, en même temps, des laboratoires sociaux de coexistence dans la diversité et des viviers de production culturelle.

La périphérie urbaine possède son propre patrimoine (culturel), qui est étroitement lié à l'histoire des habitants et à la façon dont la périphérie est produite socialement (non seulement de

manière autonome sous l'impulsion des institutions, mais aussi parfois contre ces mêmes institutions, voire même dans l'illégalité).

Dans les banlieues de Rome, les associations citoyennes s'investissent ainsi dans plusieurs domaines d'activité. Le premier, par exemple, concerne la restauration et la mise en valeur d'un patrimoine historico-culturel abondant sur le territoire (période romaine et médiévale), parfois avec l'appui d'archéologues et d'autres chercheurs. Un second type de projet consiste à reconstruire et à consolider la mémoire des luttes sociales livrées pendant des années, des efforts déployés en continu par la population pour obtenir des services publics corrects et des fonds publics suffisants pour la réhabilitation des quartiers (écoles, hôpitaux, transports publics, etc.) ainsi que la mémoire des réalisations qui ont permis à ces lieux de devenir ce qu'ils sont aujourd'hui. Un troisième domaine d'activité exploré par ces associations est l'expression des tensions et du vécu d'un quartier par le biais du langage artistique (*street poetry*, graffiti, rap, *street art*, etc.). Les activités les plus intéressantes, que les habitants jugent utiles, sont celles ayant débouché sur une auto-production ou sur une collaboration entre les artistes et les habitants.

Si l'on veut que le patrimoine culturel soit reconnu et mis en valeur, la participation des habitants est nécessaire. Ces derniers sont déjà acteurs de sa mise en valeur, notamment par le biais de leurs associations. Nous devons



PATRIMOINE ET ESPACES URBAINS MARGINAUX

Ali Madanipour, Professeur à l'université de Newcastle, Royaume-Uni

réfléchir à des « politiques d'organisation autonome » qui les soutiennent dans leurs actions et dans les processus qu'ils mènent en continu, afin d'éviter que ces processus ne soient parachutés d'en haut et, à terme, abandonnés. Dans certains cas, nous devons écarter le risque que les habitants ne se voient privés de leurs capacités de création, de planification et d'organisation. Le projet *Roman Summer* à Tor Bella Monaca, organisé par l'université de Rome « La Sapienza » fournit un exemple des moyens d'y parvenir.

La reconnaissance du patrimoine doit être liée étroitement à la mémoire des quartiers et aux besoins et expériences des habitants. Le « patrimoine » produit et reconnu socialement est le signe de la dignité des banlieues.

L'interface entre les populations défavorisées et le patrimoine culturel et historique peut poser des problèmes mais aussi ouvrir de nouvelles perspectives en termes de gestion du patrimoine. Ce sont dans les espaces urbains marginaux que se concentrent les plus fortes populations à bas revenus, originaires de milieux culturels et ethniques de plus en plus variés. Ces zones – notamment les centres urbains historiques mais aussi les banlieues – sont parfois riches en patrimoine culturel, tels que des monuments historiques, des routes et des édifices antiques, mais aussi en souvenirs et pratiques relevant du patrimoine immatériel. Les personnes amenées à s'y installer comme les résidents de longue date n'ont parfois ni les ressources financières ni les affinités culturelles nécessaires pour s'investir dans des activités en lien avec ce patrimoine. Manque d'entretien, budgets publics réduits, investissements privés insuffisants, décalage culturel entre la population et le patrimoine et menace d'embourgeoisement (*gentrification*) sont autant de sérieux défis potentiels pour la gestion du patrimoine dans ces zones. En même temps, l'interface entre marginalité et patrimoine peut ouvrir de nouvelles perspectives des deux côtés. Si la zone est considérée comme un paysage culturel vivant et la population locale comme une partie intégrante du patrimoine, les processus d'amélioration peuvent bénéficier à la fois au tissu historique et aux habitants des quartiers. Plus une personne vit dans un lieu, plus elle y est attachée. Si l'on reconnaît et renforce ce lien par la participation et le soutien, la capacité locale d'engagement en faveur du patrimoine sera renforcée et encouragée en retour. C'est en ce sens qu'une initiative telle que les « Heritage Action Zones » [Zones d'action patrimoniale], mises en place par Historic England, peut jouer un rôle positif. Grâce à la participation de la population locale et au soutien financier et technique apporté par Historic England, des zones en déclin telles que Rochdale peuvent connaître une seconde jeunesse de manière inclusive. La menace d'embourgeoisement surgit uniquement lorsque l'on investit dans les lieux et non dans les gens, mais si l'on consi-

dère l'un et l'autre comme deux composantes du paysage culturel, le programme de gestion patrimoniale qui en résulterait, en plus de revêtir un caractère inclusif, contribuerait à surmonter la marginalité de ces espaces urbains.

PATRIMOINE, ASPECTS FINANCIERS

Daniela Patti et Levente Polyák, Eutropian,
Autriche-Italie-Hongrie

Les zones urbaines défavorisées, où résident parfois des groupes sociaux marginalisés, souffrent souvent d'un sous-investissement de la part des administrations publiques et des organismes financiers privés. Sans réel pouvoir d'achat ni structures de développement locales existantes, les richesses patrimoniales de ces zones se retrouvent donc généralement sous la menace de fonds publics de développement descendants ou d'investisseurs privés à vocation commerciale, qui tiennent rarement compte des besoins et des capacités de la population locale. La revitalisation du patrimoine dans les zones défavorisées sans la participation des « communautés du patrimoine » risque de déboucher sur des structures rénovées sans véritable programme, sans usagers et non pérennes sur le plan économique, ou de produire des catalyseurs d'embourgeoisement aux répercussions sur le voisinage souvent sujettes à la controverse.

Pour pouvoir conserver leurs ressources matérielles et leurs services, nombre de communes européennes ont élaboré de nouvelles politiques relatives aux biens communs, à l'occupation temporaire des espaces et au développement du foncier. Ces politiques ont eu pour effet de permettre une participation plus active de la population dans la préservation et la gestion du patrimoine. De nouveaux programmes de financement public ciblant les quartiers défavorisés ont abouti à la création d'instruments qui permettent aux communautés d'apporter de la valeur sociale aux biens patrimoniaux, notamment dans des domaines d'un intérêt moindre pour les politiques du patrimoine habituelles et les fonds d'investissement privés. En dehors de la sphère publique, l'émergence de financeurs éthiques et de plateformes numériques a offert

la possibilité aux communautés d'accéder à la propriété de leurs biens patrimoniaux grâce à de nouvelles formes juridiques qui interdisent la spéculation.

Soutenus par ces processus, les projets citoyens de revitalisation urbaine se sont multipliés, donnant naissance à de nouveaux savoir-faire et méthodes qui permettent à la population locale de prendre la responsabilité de la rénovation et de la gestion des édifices faisant partie du patrimoine. Il est temps que les administrations aux niveaux européen (UE), national, régional et municipal reconnaissent le rôle des initiatives citoyennes et de la population locale dans la préservation et la gestion du patrimoine – et leur viennent en aide en modifiant la réglementation et en instaurant des fonds d'investissement voués spécifiquement à financer des projets citoyens de revitalisation du patrimoine.

CONNAISSANCE ET PATRIMOINE

Juan Arana, Université CEU de San Pablo, Espagne

Repenser l'apprentissage du patrimoine dans les franges urbaines :

Comment concevoir le patrimoine dans des lieux éloignés des centres urbains historiques et culturels ? Les quartiers périphériques abritent un patrimoine local qui se définit au sens que les résidents lui donnent plutôt qu'en termes d'importance historique ou artistique. À Madrid, des communautés diverses cohabitent dans les quartiers les plus défavorisés de la ville et chacune associe ses propres définitions et souvenirs à son lieu de vie. Les tensions dues à la précarité et à la mixité intercommunautaire ternissent l'image de certains quartiers, en les associant à l'insécurité. Les projets qui utilisent le patrimoine local comme catalyseur d'inclusion sociale peuvent aider à redorer cette image au moyen de stratégies fondées sur des processus horizontaux, ouverts et collaboratifs.

Construction collective de la connaissance : sensibiliser à ce qui nous rapproche et nous différencie en termes d'identité en vue d'encourager l'inclusion sociale et l'attachement à un lieu suppose de s'intéresser à la communauté sous l'angle de ses valeurs culturelles, de



sa mémoire collective et de ses histoires, telles qu'elles imprègnent l'espace urbain. Pour promouvoir la production de savoirs selon une approche ascendante, les institutions culturelles doivent pouvoir s'adapter en devenant des acteurs locaux capables de travailler de manière horizontale avec les communautés du patrimoine et de s'atteler à certaines problématiques sociales. L'institution devient alors un facilitateur social et culturel.

Les projets créatifs au sein desquels les institutions et la population locale collaborent constituent des processus de création ouverts favorables à la participation. Des projets tels que *Imagina Madrid* s'appuient sur des actions de médiation culturelle et des interventions éphémères dans des lieux publics de quartiers défavorisés. Les différentes activités comprennent souvent des entretiens et des récits qui donnent lieu à une création collective de connaissances sur l'environnement de vie et l'identité commune des communautés. Ces projets visent à renforcer l'attachement à une identité et à un lieu par le biais d'un apprentissage horizontal.

D'autres initiatives telles que *Este es mi Barrio* associent également des enfants de quartiers marginalisés et des artistes locaux, suscitant un sentiment d'appartenance à un terrain commun : les cultures urbaines. La connaissance du patrimoine culturel et symbolique dans l'environnement urbain marginalisé doit être envisagée comme un processus dynamique plutôt que comme une ressource statique, un appel à l'action plutôt que comme une déclaration neutre.

PATRIMOINE ET ESPACE PUBLIC

Sabine Knierbein, Professeur à l'université de technologie de Vienne, Autriche

L'espace public est le lieu des pratiques et des actions démocratiques, inclusives et émancipatrices. Les approches du patrimoine se polarisent par conséquent sur des pratiques spatiales de patrimonialisation. La patrimonialisation est un processus contesté par lequel l'on produit dans le présent du sens fondé sur le passé. L'étude intitulée « Patrimoine et espace public » présente trois défis majeurs, expose trois perspectives fondamentales et illustre les points discutés au moyen de trois études de cas empiriques reliant les pratiques de patrimonialisation au rôle de l'espace public. La partie consacrée aux défis porte pour l'essentiel sur les trois aspects essentiels que sont la paix, l'inclusion et l'innovation, tandis que celle dédiée aux perspectives met en lumière le rôle de la diffé-

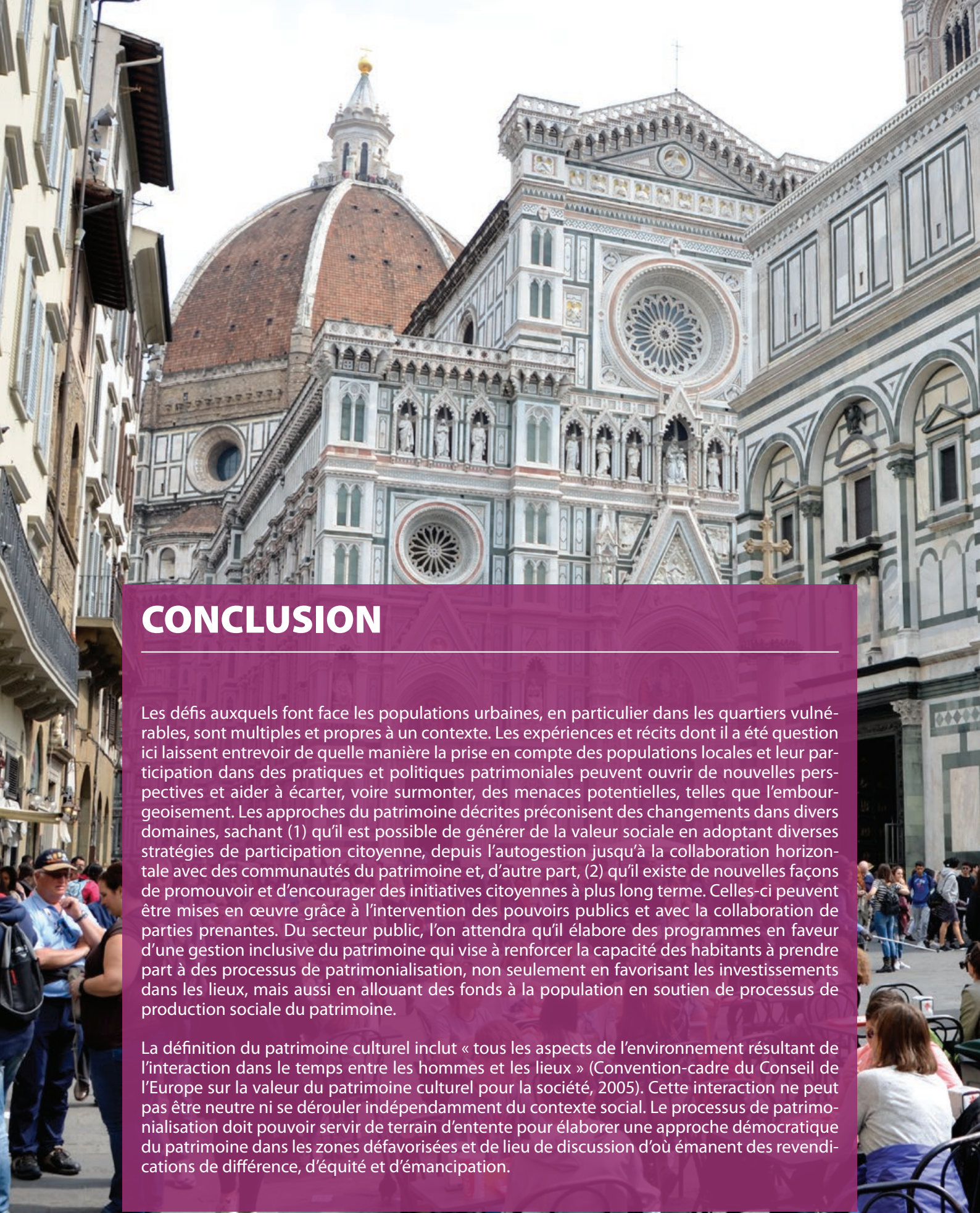


rence, de l'équité et de l'émancipation en tant que composantes principales d'une approche démocratique de la patrimonialisation et de l'espace public. La perception du patrimoine comme un processus social, culturel et politique de patrimonialisation par l'entremise de l'espace public englobe les dimensions à la fois matérielle et immatérielle du patrimoine et envisage le patrimoine tant comme un produit (matériel, social) que comme un processus de création (matérialisant, relationnel). Les controverses nées des processus de patrimonialisation dans l'espace public peuvent déboucher sur un échange entre les points de vue institutionnalisés de la politique culturelle et la vision politique exprimée par des mouvements sociaux axés sur le patrimoine, lesquels se développent dans la ville et revendiquent leur propre conception de la politique culturelle – une politique équitable, juste et inclusive. En ce sens, l'espace public constitue potentiellement un domaine de premier plan pour apprendre de nouveaux processus et pour élaborer une approche qui place sur un pied d'égalité les différentes formes de connaissances sur le patrimoine. Cette approche applique les principaux enseignements tirés des études sur l'espace public (réflexion relationnelle, accent mis sur les perspectives présentes et sur le pouvoir d'émancipation des habitants) à la conception de la patrimonialisation. Rechercher la paix, l'inclusion et l'innovation en encourageant les différences, l'équité et l'émancipation par une



conception démocratique de l'espace public aidera à faire en sorte que les pratiques de patrimonialisation protègent les droits de l'homme et les libertés fondamentales, respectent l'autre et l'égale dignité de toutes les personnes, et offrent à chacun une qualité de vie égale.





CONCLUSION

Les défis auxquels font face les populations urbaines, en particulier dans les quartiers vulnérables, sont multiples et propres à un contexte. Les expériences et récits dont il a été question ici laissent entrevoir de quelle manière la prise en compte des populations locales et leur participation dans des pratiques et politiques patrimoniales peuvent ouvrir de nouvelles perspectives et aider à écarter, voire surmonter, des menaces potentielles, telles que l'embourgeoisement. Les approches du patrimoine décrites préconisent des changements dans divers domaines, sachant (1) qu'il est possible de générer de la valeur sociale en adoptant diverses stratégies de participation citoyenne, depuis l'autogestion jusqu'à la collaboration horizontale avec des communautés du patrimoine et, d'autre part, (2) qu'il existe de nouvelles façons de promouvoir et d'encourager des initiatives citoyennes à plus long terme. Celles-ci peuvent être mises en œuvre grâce à l'intervention des pouvoirs publics et avec la collaboration de parties prenantes. Du secteur public, l'on attendra qu'il élabore des programmes en faveur d'une gestion inclusive du patrimoine qui vise à renforcer la capacité des habitants à prendre part à des processus de patrimonialisation, non seulement en favorisant les investissements dans les lieux, mais aussi en allouant des fonds à la population en soutien de processus de production sociale du patrimoine.

La définition du patrimoine culturel inclut « tous les aspects de l'environnement résultant de l'interaction dans le temps entre les hommes et les lieux » (Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur la valeur du patrimoine culturel pour la société, 2005). Cette interaction ne peut pas être neutre ni se dérouler indépendamment du contexte social. Le processus de patrimonialisation doit pouvoir servir de terrain d'entente pour élaborer une approche démocratique du patrimoine dans les zones défavorisées et de lieu de discussion d'où émanent des revendications de différence, d'équité et d'émancipation.



La Stratégie 21 redéfinit la place et le rôle du patrimoine culturel en Europe en fournissant des lignes directrices pour promouvoir la bonne gouvernance et la participation à l'identification et à la gestion du patrimoine. Elle encourage les approches novatrices visant à améliorer l'environnement et la qualité de vie des citoyens européens.

ST21

*** Ce résumé de l'atelier de la Stratégie 21 a été préparé et rassemblé par le responsable du groupe **M. Carlo Cellamare** pour le Conseil de l'Europe. Les opinions exprimées dans ce document sont celles de son auteur et pas nécessairement celles du Conseil de l'Europe.



www.coe.int/strategy21



Strategy21@coe.int

